



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Affaire suivie par : **Alain BOQUET**

La Roche sur Yon, le 19 avril 2024

Unité départementale de la Vendée
alain.boquet@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.51.47.76.00 Fax : 02.51.47.76.10
N/Réf : D 24.0147
V/Réf : HF 2022/1190

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
Autorisation environnementale unique
Phase de décision

Société : SOLITOP Commune : Saint Cyr des Gats N° GUNenv: 0006301546	
Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant : 12/12/2022 (sous GUNenv) Complément du 04/07/2023 Portée de la demande : <input type="checkbox"/> Nouveau projet (établissement nouveau) <input checked="" type="checkbox"/> Extension - Modification <input type="checkbox"/> Régularisation <input type="checkbox"/> Prolongation / renouvellement	Situation de l'établissement : <input type="checkbox"/> En projet <input checked="" type="checkbox"/> En fonctionnement

Type de demande et champs réglementaires couverts par la demande : <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – article L.181-1-2° du Code de l'environnement <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) – article L.181-1-1° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 <input type="checkbox"/> Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) <input type="checkbox"/> Agrément pour le traitement de déchets <input type="checkbox"/> Autorisation de défrichement <input type="checkbox"/> Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des obstacles à la navigation aérienne pour les projets éoliens <input type="checkbox"/> Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (GES) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles (articles L.332-6 et L.332-9) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement (art. L.341-7 et L.341-10) <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration ICPE <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration IOTA <input type="checkbox"/> Dérogation espèces protégées/protection faune et flore (article L.411-2) <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement ICPE	
Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) : <input checked="" type="checkbox"/> Seveso SH <input checked="" type="checkbox"/> A, et en particulier : <input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé Priorités d'actions : <input checked="" type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)	Régime futur de l'établissement : <input checked="" type="checkbox"/> Seveso SH <input checked="" type="checkbox"/> A, et en particulier : <input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB Dossier comprenant une : <input checked="" type="checkbox"/> Étude d'impact <input type="checkbox"/> Étude d'incidence (suite procédure 'cas par cas')

Le dossier de demande d'autorisation a été déposé le 12/12/2022 sur la plateforme numérique de l'État. Ce dossier a été complété le 04/07/2023 suite à une demande de complément effectuée par l'inspection le 07/04/2023.

Cette demande a été complétée par un porter à connaissance en date du 19/02/2024 portant sur la rotation des 3 premiers casiers de stockage et sur l'affectation des lagunes et bassin lors de la phase travaux.

I. - Objet de la demande

La demande est formulée par la société SOLITOP, filiale de Veolia, pour la poursuite de ses activités liées aux déchets dangereux sur la commune de Saint Cyr des Gats au lieu-dit « Bois des Blettes » situé à environ 2,7 km du bourg de Saint Cyr des Gats au Sud.

SOLITOP exploite une Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD) située sur la commune de Saint-Cyr-des-Gâts (85), en activité depuis 2001, et actuellement autorisée par l'Arrêté Préfectoral n°17-DRCTAJ 1-55 du 28 février 2017.

Actuellement, SOLITOP exploite une installation de stockage de déchets dangereux. Elle sollicite une nouvelle autorisation en élargissant ses activités :

- Un nouveau périmètre ICPE d'une superficie de 42 hectares ;
- Une extension de la zone de stockage de déchets dangereux portant la durée de vie du site jusqu'à 2045 sans modification de la capacité annuelle ni de la zone de chalandise :
 - La création de 9 nouveaux casiers de stockage de déchets dangereux au sud sur une surface de 8 hectares portant la cote maximale du site à 142 m NGF après réaménagement ;
 - Le maintien de la capacité de stockage annuelle du site à hauteur de 50 000 tonnes/an de déchets dangereux ;

- La création d'une plateforme de tri, transit, prétraitement, traitement et valorisation des déchets minéraux, dont des terres polluées et des mâchefers d'incinération de déchets dangereux :
 - Tri / transit / regroupement / prétraitement / traitement : 50 000 tonnes/an réparties comme suit :
 - ♦ Pré-traitement par criblage à hauteur de 20 000 tonnes/an ;
 - ♦ Pré-traitement par criblage des MIDD (Mâchefers d'Incinération de Déchets Dangereux) à hauteur de 10 000 tonnes/an ;
 - ♦ Traitement par biopile de terres polluées : 10 000 tonnes/an ;
 - Traitement des terres polluées par lavage : 10 000 tonnes/an ;
 - Production de terres végétalisées conforme à une norme : 15 000 tonnes/an ;
- La création d'une plateforme de prétraitement des déchets amiantés et de peinture au plomb pour une capacité de 5 000 tonnes/an ;
- Le reprofilage via des matériaux inertes sur une surface de 2 hectares sur une partie des casiers OM / DIB en post-exploitation et une partie des aménagements connexes (piste d'exploitation, remblais, etc.). Ce reprofilage nécessitera 36 000 m³ de matériaux inertes (assimilable à une installation de stockage de déchets inertes K3+) ;
- Le démantèlement de l'usine actuelle, et la création d'une nouvelle zone technique au sud du nouveau périmètre d'exploitation, comprenant une usine de stabilisation, un laboratoire et un bâtiment administratif ;
- La mise en place de nouveaux bassins : deux pour les lixiviats, cinq pour la gestion des eaux pluviales, un bassin de filtration, un dédié à la plateforme de valorisation et une mare écologique.

Pour la création des futurs casiers de stockage, l'exploitant sollicite également un affouillement des sols pour l'évacuation d'une partie des 380 000 m³ de matériaux en déblais si aucun usage interne n'est possible (assimilables à des matériaux de carrière).

Les déchets admis à l'enfouissement seront ceux répondant aux critères de l'arrêté ministériel du 30/12/2002.

II. - Enjeux du projet

Le projet et ses enjeux sont décrits de façon détaillée dans la note de présentation figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant.

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

II.1. - Les enjeux principaux du projet

Au regard des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, les principaux enjeux identifiés liés à ce projet d'extension sont les suivants :

- la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme compte tenu des documents actuellement en vigueur sur la commune de Saint Cyr des Gats,
- la compatibilité du projet avec le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Pays de la Loire, approuvé le 7 février 2022 (qui se substitue au plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD)) et les objectifs de l'article L.541-1 du code de l'environnement,
- la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles au regard du BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets,
- le contexte géologique et hydrogéologique du site,
- les dispositions techniques mises en œuvre afin d'assurer le respect des exigences réglementaires relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité des casiers.

À noter que le site est classé « Seveso seuil haut » au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive Seveso III compte tenu de la quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'unité de stabilisation.

II.2. - La compatibilité aux documents d'urbanisme

La commune de Saint-Cyr-des-Gâts dispose d'une Carte Communale approuvée par la commune le 12 juillet 2004 et par la Préfecture de Vendée par arrêté du 14 septembre 2004.

Au dépôt de la demande d'autorisation, l'ensemble du secteur d'activité existant et futur est classé en ZNC « Zone Non Constructible ». À la date du dépôt du dossier, le projet n'était pas compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur.

Par délibération du 16 novembre 2021, la commune de Saint-Cyr-des-Gâts a décidé une procédure de révision de sa Carte Communale sur une partie seulement de son territoire, afin de permettre la poursuite de l'activité industrielle de SOLITOP, déjà implantée sur une zone initialement non constructible en partie nord-ouest de la commune.

De ce fait, un secteur ZCE « Zone constructible réservée à des activités économiques » a été défini sur le site actuel et l'emprise future englobant l'activité de stockage de déchets dangereux et toutes les activités connexes : la surface du secteur ZCE est de 28,06 ha.

Par délibération en date du 23 janvier 2024, la commune de Saint Cyr des Gats a validé la révision de la carte communale.

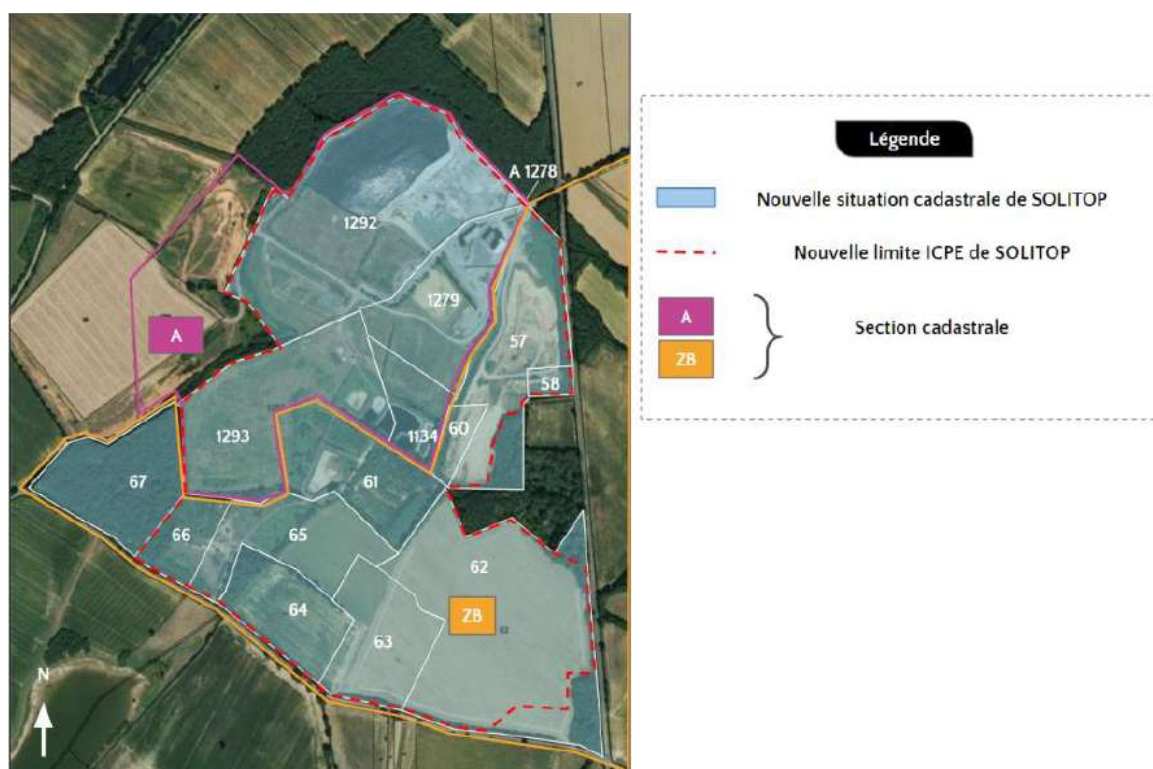
De plus, le projet de SOLITOP est compatible avec les orientations du SCoT Sud-Est Vendée en date du 21 avril 2021.

II.3. - Les droits fonciers

Le projet prévoit de réunir l'ensemble des activités présentées sous un même arrêté préfectoral. Celui-ci intégrera également les arrêtés préfectoraux relatifs aux casiers de stockage OM/DIB et DIS en post-exploitation. Ainsi, la demande porte sur l'ensemble de la zone d'étude.

Cette nouvelle limite aura une superficie globale d'environ 42 hectares. Elle sera située sur les parcelles cadastrales suivantes : A 1292, A 1293, A 1279, A 1134, ZB 57, ZB 58, ZB 60, ZB 61, ZB 62, ZB 63, ZB 64, ZB 65, ZB 66, ZB 67 de la commune de Saint Cyr des Gats.

L'exploitant a justifié de la maîtrise foncière pour ces parcelles.



(la parcelle A1278 correspondant à un transformateur électrique a été exclue du périmètre dans la version modifiée du dossier – le plan n'a pas été mis à jour).

II.3.1. Bande d'isolement de 200 mètres autour des casiers ISDD

L'article 12 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux impose que la zone d'exploitation soit située à plus de 200 mètres de toute habitation, établissement recevant du public ou zone destinée à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Il impose également que la zone d'exploitation soit implantée et aménagée de telle sorte que :

- son exploitation soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes ;
- elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.

La demande d'autorisation indique que le document d'urbanisme actuel ne fait mention d'aucune habitation ou zones constructibles dans le périmètre de 200 mètres autour des futurs casiers de stockage de déchets dangereux. La révision de la carte communale effectuée en 2024 autorise dans un périmètre ZCe le projet Solitop, en laissant en zone non constructible les parcelles autour du projet (zone ZnC).

III. - Classement des installations

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.181-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

Rubriques	Désignation des activités	Détail des activités	Grandeur de classement	Régime*
2170.1	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication de) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	Production de terres support de culture qui respecteront la norme NFU44-551 et de terres fertiles non normées : Production annuelle maximale : 15 000 t/an	300 t/j max	A
2510.3	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de) 3. Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 m ² ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 t	Affouillement pour la création des casiers de stockage de déchets dangereux : 380 000 m ³ de schistes (de haut en bas : schistes complètement altérés dits altérites, schistes altérés, et schistes sains gris-bleutés)	760 000 t (densité 2)	A
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Sur la plateforme de traitement de déchets minéraux : Activités de tri, transit, regroupement de terres et matériaux souillés et de mâchefers : Quantité maximale présente sur site : 10 000 tonnes	10 000 t	A
2760.1	Installation de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique 2720 : 1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4	Capacité maximale annuelle = 50 000 t/an Volume disponible pour le nouveau projet : 1 300 000 m ³ au total	(sans seuil)	A

Rubriques	Désignation des activités	Détail des activités	Grandeur de classement	Régime*
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	<p>Traitement et valorisation de déchets classés dangereux : 50 000 t/an et 800 t/j maximum répartis en :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Plateforme de traitement et valorisation de terres et matériaux souillés et de mâchefers classés dangereux d'une capacité maximale de 50 000 t/an dont 10 000 t/an de mâchefers classés dangereux * Activité de traitement de terres et autres déchets assimilés (sols, gravats, boues, etc.) : * Traitement par biopile : 10 000 t/an * Lavage à l'eau : 10 000 t/an * Criblage : 20 000 t/an <p>- Unité de stabilisation de déchets dangereux : 50 000 t/an maximum de déchets dangereux 350 t/j maximum de traitement par stabilisation de déchets dangereux</p> <p>- Plateforme de prétraitement des déchets amiantés et de déchets de peinture au plomb : capacité de traitement 5 000 t/an maximum</p>	(sans seuil)	A
2791.1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>Traitement et valorisation de déchets classés non dangereux : 50 000 t/an et 800 t/j maximum répartis en :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Plateforme de traitement et valorisation de terres et matériaux souillés et de mâchefers non MIDD : Déchets non dangereux : 800 t/j * Activité de traitement de terres et autres déchets assimilés (sols, gravats, boues, etc) : Biopile : 10 000 t/an, Lavage à l'eau : 10 000 t/an, Criblage : 20 000 t/an <p>- Réemploi des lixiviats venant d'une ISDND dans l'unité de stabilisation de déchets dangereux ou ponctuellement déchets pulvérulents non admis en ISDND : 70 t/j maximum</p> <p>- Plateforme de valorisation des déchets amiantés, assimilés et de peinture au plomb : découpe pour mise au gabarit par chalumeau des déchets non dangereux extraits : flux maximal de 9 t/j</p>	879 t/j	A
3510	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes	<ul style="list-style-type: none"> - Plateforme de traitement et valorisation de terres et matériaux souillés et de mâchefers. Capacité maximale de 800 t/j pour les traitements suivants : prétraitement par criblage, concassage, broyage, traitement par biopile, lavage, chaulage - Unité de stabilisation de déchets dangereux : 350 t/j maximum 	1 150 t/j	A

Rubriques	Désignation des activités	Détail des activités	Grandeur de classement	Régime*
3531	Elimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - Traitement biologique - Traitement physico chimique - Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - Traitement du laitiers et cendres - Traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Réemploi des lixiviats venant d'une ISDND (ISDND Grandjouan dont SOLITOP assure la post-exploitation depuis l'Arrêté du 29/04/22) dans l'unité de stabilisation de déchets dangereux ou ponctuellement déchets pulvérulents non admis en ISDND : 70 t/j	70 t/j	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique	Plateforme de traitement et valorisation de terres et matériaux souillés et de mâchefers non MIDD : Déchets non dangereux : 800 t/j	800 t/j	A
3540.1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Capacité maximale annuelle : 50 000 t/an Volume disponible pour le nouveau projet : 1 300 000 m³ au total soit 1 000 000 tonnes	1 000 000 t	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	> Stockage avant stabilisation : 770 tonnes au total dont - 378 tonnes de déchets pulvérulents en silos - 240 tonnes de déchets en vrac en casiers - 150 tonnes de déchets conditionnés (big bags ou fûts) - 2 tonnes de déchets en traitement (malaxeur) > Entreposage de déchets d'amiante et de peinture au plomb en attente de traitement, y compris les déchets présents sur la zone de démantèlement : 200 t > Plateforme de tri, transit, regroupement, traitement et valorisation de terres et matériaux souillés et de mâchefers : stockage de terres et autres déchets assimilés classés dangereux en attente de traitement : 5 000 tonnes Activité de traitement de terres et autres déchets assimilés (sols, gravats, boues, etc.) classés comme dangereux : Biopile : 10 000 t/an, Lavage à l'eau : 10 000 t/an, Criblage : 20 000 t/an	5 920 tonnes	A

Rubriques	Désignation des activités	Détail des activités	Grandeur de classement	Régime*
2515.1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Activité de tri, transit, regroupement et valorisation de déchets inertes : Puissance maximale des concasseurs, cribles, broyeurs : 400 kW	400 kW	E
2517.1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	Activité de tri transit, regroupement et valorisation de déchets inertes : Aire de transit d'une superficie maximale de 22 000 m ² Zone d'entreposage de matériaux : Aire de transit d'une superficie maximale de 20 000 m ²	42 000 m ²	E
2716.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Sur la plateforme de traitement de déchets minéraux : activités de tri transit, regroupement, traitement et valorisation de terres et matériaux souillés et de mâchefers : Quantité maximale présente site : 10 000 tonnes soit un volume de 6 000 m ³	6 000 m ³	E
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture, le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Activité de fabrication de terres végétales et d'amendement pour le traitement biologique (compost) : Dépôt de 1 500 m ³	1 500 m ³	D
2719	Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m ³ .	Site global : Volume maximal : 200 m ³	200 m ³	D

Le classement au titre des rubriques de la Loi sur l'eau est le suivant :

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2.1.5.0-1°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha	Superficie de l'emprise ICPE : 42 ha	A
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	10 piézomètres de surveillance, dont 5 forages historiques	D
3.3.1.0 (⁽¹⁾)	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha	La surface des zones humides impactées est de 0,16ha	D

(⁽¹⁾) : Le dossier ne mentionne pas la rubrique IOTA 3.3.1.0. Suite à l'avis de la DDTM, celle-ci est ajoutée au rapport.

Le site relève d'un classement Seveso pour la quantité de déchets dangereux stockée en amont de traitement avant stockage. La quantité maximale susceptible d'être présente est de 770 t, et elle relève d'un classement sous la rubrique 4510 (aiguë niveau 1 ou chronique 1) et 4511 (chronique 2).

Le site relève également d'un classement selon la directive dite « IED » pour les rubriques 3531, 3540, 3510 et 3550. La rubrique de classement principale est la rubrique 3510 (Traitement de déchets dangereux).

III.1. - Classement Seveso III

Le site actuel est autorisé à 488 tonnes en stockage avant traitement, le projet prévoit une augmentation à 770 tonnes de déchets dangereux pouvant relever d'un classement Seveso (déchets classés H400, H410, H411¹). Une gestion des stocks au niveau de l'usine permettra de respecter cette quantité en toutes circonstances.

SOLITOP observe sur les marchés des déchets dangereux une diversification des natures de déchets et de leur conditionnement (augmentation forte des cendres issues des chaudières biomasse, charbons actifs, boues,...). L'augmentation des capacités de stockage avant traitement permet d'optimiser les formulations de traitement et non de traiter plus de déchets.

Les déchets pris en compte sont les suivants :

- Déchets pulvérulents en silos : 378 tonnes (6 silos de 90 m³ chacun, soit 540 m³ avec une densité moyenne de déchets pulvérulents à 0,7) ;
- Déchets en fosses : 240 tonnes (4 fosses de 60 m³ soit 240 m³ avec une densité moyenne de déchets pâteux de 1) ;
- Déchets conditionnés dans la zone de stockage couverte : 150 tonnes de déchets conditionnés (big-bags et fûts à destination de la ligne broyeur et de l'aspirateur, big-bags à destination de la ligne vrac) ;
- 2 tonnes de déchets en cours de traitement dans le malaxeur et le broyeur.

III.2. - Directive « IED »

L'article R.515-59 du code de l'environnement précise que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation IED comprend des documents spécifiques concernant le rapport de base, et l'application des meilleures techniques disponibles.

III.2.1. Périmètre IED

Le périmètre IED a été défini dans le dossier, dans l'annexe constituant le rapport de base. Il définit de manière large le périmètre IED comme correspondant aux installations de stockage, tri et transit de déchets actuelles et futures, ainsi que les bassins de collecte des lixiviats.

III.2.2. Complétude concernant IED

L'établissement est visé par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets.

Outre les MTD génériques, les MTD relatives aux installations de traitement physico-chimique (pour la plateforme de traitement des terres polluées) sont applicables aux installations IED exploitées par la société SOLITOP.

L'étude d'impact contient une grille de conformité aux conclusions du BREF WT (Traitement de déchets (octobre 2018)), ainsi qu'aux BREFs suivants :

- BREF ROM (Principes généraux de surveillance (août 2018))
- BREF efficacité énergétique (ENE, février 2009)
- BREF EFS « Emissions dues au stockage de matières dangereuses ou en vrac » (juillet 2006)

¹ H400 : Très toxique pour les organismes aquatiques
H410 : Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme
H411 : Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

L'installation de stockage de déchets dangereux ne disposant pas de conclusions d'un BREF, l'étude d'impact liste chaque article de l'arrêté ministériel du 30/12/2002 qui la régit.

L'exploitant n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour ses installations.

III.2.3. Régularité

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements prévus. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF WT et des BREFs transversaux et à l'article R.515-59 du code de l'environnement fixant le contenu de l'étude d'impact sur cette thématique.

III.2.4. Analyses au regard des MTD

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation.

On peut noter en particulier que :

- la société SOLITOP est certifiée ISO 9001, ISO 14 001, ISO 45001, ISO 5001 et possède par conséquent un système de management environnemental. Elle dispose également de la norme ECOCERT,
- des procédures de caractérisation, d'acceptation préalable, d'acceptation ont été établies, le tri, le contrôle, la séparation et la traçabilité des déchets sont assurés,
- des mesures visant à optimiser la consommation d'eau, à réduire le volume d'effluents aqueux produits et à éviter ou, si cela n'est pas possible, à réduire les rejets dans le sol et les eaux, ont été mises en place. En particulier, les flux d'eaux sur site sont recyclés au sein des installations pour réduire les appoints en eau "propre" :
 - les eaux de lavage de l'usine de solidification-stabilisation et les lixiviats issus des ISD sont utilisés en priorité comme eau de gâchage dans l'usine de stabilisation,
 - les eaux drainées sur les zones de dépotage et de traitement des terres polluées sont également réutilisées comme eau de gâchage,
 - les eaux du bassin de stockage des eaux pluviales sont utilisées pour le nettoyage des voiries, l'arrosage des pistes, ou en complément du procédé de stabilisation.

À noter que le programme de surveillance des rejets aqueux et atmosphériques des installations (paramètres et fréquence de suivi) et les valeurs limites applicables doivent être mis en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

III.2.5. Rapport de base

Le périmètre définissant le rapport de base est bien défini.

Les sondages de sols ont été effectués à des profondeurs de 1 à 5 mètres. Aucun sondage et analyse n'ont été effectués au droit des futurs casiers de stockage en application du guide méthodologique IED version 2.2. Les futurs casiers étaient précédemment occupés par des terrains agricoles.

Selon le rapport de base, aucun captage d'eau potable n'est localisé sur la commune de Saint-Cyr-des-Gâts. Le captage le plus proche est localisé sur la commune de Thouarsais-Bouildroux.

Ce rapport analyse également les ouvrages de prélèvements situés à proximité du site, ainsi que leur usage.

Le rapport de base détaille les analyses de terrains effectuées sur le périmètre du site, à l'exception des futurs casiers de stockage de déchets dangereux.

Sur les sols étudiés, il apparaît que les sols proches de l'ancienne usine et des bassins de collecte des effluents présentent des anomalies plus marquées en mercure et antimoine pouvant être attribuables aux activités anthropiques. Ces anomalies seront examinées en dehors du cadre de l'instruction de la présente demande d'autorisation.

Conformément à l'article 7.6 de l'Arrêté Préfectoral n°17-DRCTAJ 1-55 du 28 février 2017, un réseau de 5 piézomètres de contrôle a été mis en place à l'intérieur et à l'extérieur de l'emprise autorisée de l'ISDD. Dans le cadre des études récentes réalisées par ANTEA en 2020-2021, ECOGEOS en 2021-2022 et GINGER BURGEAP en 2022, 14 piézomètres complémentaires ont été implantés afin d'améliorer la connaissance des niveaux piézométriques et des caractéristiques hydrauliques du sous-sol de façon significative à l'échelle de la zone du projet.

Un point zéro correspondant à l'analyse de référence imposée par l'article 33 de l'Arrêté Ministériel du 30 décembre 2002 sera effectué dans l'ensemble des piézomètres du futur réseau de surveillance avant le début de l'exploitation.

Les résultats des campagnes d'investigations des eaux souterraines ont permis de mettre en évidence l'absence d'impact notable excepté au sein d'un piézomètre situé en aval des casiers ISDD actuels (Pz12) où des anomalies ont été identifiées en mercure, en chlorure de vinyle, en benzène, en xylène et en trichloréthylène. L'étude d'impact indique que néanmoins, les valeurs sont compatibles avec un usage de potabilité.



L'inspection propose une prescription dans le projet d'arrêté pour la réalisation d'une investigation complémentaire sur cette anomalie.

IV. - Compatibilité avec le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Pays de la Loire

IV.1. - Catégories et origine géographique des déchets acceptés

Le dossier administratif détaille les catégories de déchets admis et leurs origines géographiques en fonction de ces catégories.

- Origine : Région Pays de la Loire et régions limitrophes (Bretagne, Normandie, Centre Val de Loire et Nouvelle Aquitaine) :
 - Déchets dangereux destinés à l'enfouissement (avec ou sans stabilisation)
 - Des terres polluées et des déchets assimilés (boues, sédiments, gravats, etc) issus généralement de travaux de dépollution et ne dépassant pas les seuils limites fixés dans le tableau 55 du Dossier Technique (Volet II) ;
 - Des mâchefers en provenance d'usines d'incinération de déchets dangereux autorisées au titre de la rubrique 2770 de la nomenclature ;
- Origine : Département de Vendée et départements limitrophes
 - Réemploi des lixiviats venant d'une ISDND dans l'unité de stabilisation de déchets dangereux ou déchets pulvérulents non admis en ISDND ;
 - Déchets non dangereux et matériaux inertes.

IV.2. - Compatibilité avec les plans déchets

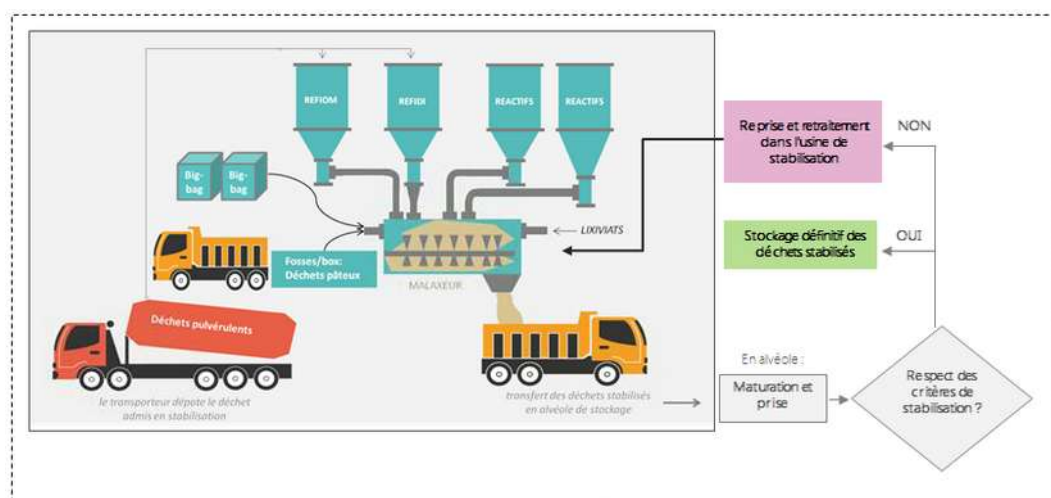
Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et décline les actions de prévention à mettre en oeuvre. Le dossier administratif indique que la demande s'inscrit en cohérence avec les dispositions du PNPD 2021 – 2027.

La demande détaille également que le projet de SOLITOP est compatible avec les orientations du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Pays de la Loire 2019. Elle s'appuie également sur le Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) qui intègre le plan régional depuis la Loi NOTRe du 7 août 2015.

V. - Aménagements spécifiques du site

V.1. - Procédé de stabilisation

Les déchets dangereux nécessitant une stabilisation préalable transiteront dans l'usine qui sera reconstruite en partie Sud du site. Le schéma de traitement des déchets est le suivant :



L'ensemble de l'unité de stabilisation sera étanchéifié par une dalle béton. L'ensemble des eaux de nettoyage de l'unité de stabilisation sera collecté et traité dans le process. Plusieurs sécurités seront mises en place dans l'usine : des sondes de contrôle des niveaux dans les silos, les cuves, etc. permettront d'éviter tout risque de débordement et de pollution.

V.2. - Conception des casiers de stockage

Le projet sera constitué de 9 casiers de stockage. La surface des fonds de casier sera comprise entre 6 196 m² et 10 000 m² pour un total d'environ 82 774 m². La hauteur maximale des déchets dans les casiers sera de 30 mètres.

Le volume estimé de stockage sera de 1 283 000 m³ pour une durée de 20 ans.

V.2.1. Contexte géologique et hydrogéologique du site

Conformément à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux, une première étude d'aptitude géologique et hydrogéologique de ce projet d'extension (Rapport ECOGEOS, Avril 2022)) a été réalisée.

Cette étude a fait l'objet d'une tierce-expertise réalisée par le BRGM (rapport BRGM/RC-71939-FR du 28/07/2022).

L'avis du BRGM tient compte des remarques formulées initialement et de la réponse du pétitionnaire du 18/07/2022. Le rapport ECOGEOS V3 de juillet 2022 tient compte de ces remarques.

Le BRGM conclut dans son avis :

- la réalisation des différentes campagnes de reconnaissances in situ a permis de définir précisément le contexte géologique au droit des futurs casiers.

- Le programme de reconnaissances et la répartition des sondages sont adaptés au projet et au contexte géologique local, et conforme au guide AFNOR FD X30-438.
- Les mesures de perméabilité ont été réalisées selon des normes adaptées aux valeurs de perméabilité attendues, conformément aux recommandations du guide AFNOR FD X30-438.
- La répartition et le nombre d'essais de perméabilité réalisés au droit du projet d'extension sont conformes aux recommandations du guide AFNOR FD X30-438.
- Les résultats des essais in situ ont montré des valeurs de perméabilité non conformes avec les exigences réglementaires ($5 \text{ m} \leq K \leq 1.10^{-9} \text{ m/s}$) et impliquent la reconstitution intégrale de la barrière passive, avec apport de matériaux extérieurs.
- Le contexte hydrogéologique semble favorable à l'implantation d'une ISDD. Les niveaux d'eaux perchés ne semblent pas constituer une ressource en eau potentiellement productive et exploitable.
- Le dispositif envisagé pour le rabattement de la nappe de ressuyage, en amont et en aval du projet d'extension, semble pertinent.
- La proposition du réseau de piézomètres de suivi de la qualité des eaux souterraines, tel qu'envisagé par le pétitionnaire, au droit du projet d'extension de l'ISDD, semble pertinente au vu du contexte hydrogéologique du site. Néanmoins, les informations sur les caractéristiques des piézomètres doivent être apportées afin de compléter le dossier.
- Le dispositif de barrière active envisagé par le pétitionnaire est conforme aux exigences réglementaires de l'AM du 30/12/2022.

Le BRGM conclut que l'« on peut considérer que l'étude géologique et hydrogéologique locale est complète et suffisante pour conclure au caractère favorable à l'implantation d'une ISDD sous réserve de reconstituer intégralement la BSP conformément aux exigences réglementaires, tel que prévu par le pétitionnaire. »

V.2.2. Géologie des futurs casiers de stockage de déchets dangereux

La demande contient une étude géologique et hydrogéologique destinées à valider l'emplacement retenu pour les futurs casiers de stockage de déchets dangereux.

Géologie :

Cette étude rédigée par Ecogéos indique que les terrains sont principalement des schistes très altérés qui se composent d'éléments fins peu argileux. Elle montre que la perméabilité des sols est homogène et en moyenne égale à $3,2.10^{-7} \text{ m/s}$.

Les terrains seront remaniés pour atteindre la perméabilité requise.

Hydrogéologie :

L'aquifère présent au droit du site est un aquifère dit composite qui accueille une nappe profonde s'écoulant dans l'horizon fissuré du substratum rocheux. L'horizon altéré constitue donc un milieu potentiellement saturé en eau plus ou moins en connexion hydraulique avec l'horizon fissuré rocheux sous-jacent au sein duquel peuvent siéger des circulations d'eau superficielle. Le niveau d'eau mesuré par les piézomètres est sub-superficiel et s'écoule avec un faible gradient vers le sud.

L'étude préconise la mise en place d'un rideau drainant couplé à un drain tube en amont et en aval des futurs casiers à une profondeur de 1 m minimum par rapport à la cote de la base de la BSP permettant de maintenir globalement le niveau de la nappe de ressuyage à cette profondeur, et ce même lorsque la remontée des eaux (NPHE) a lieu pendant 120 j (4 mois).

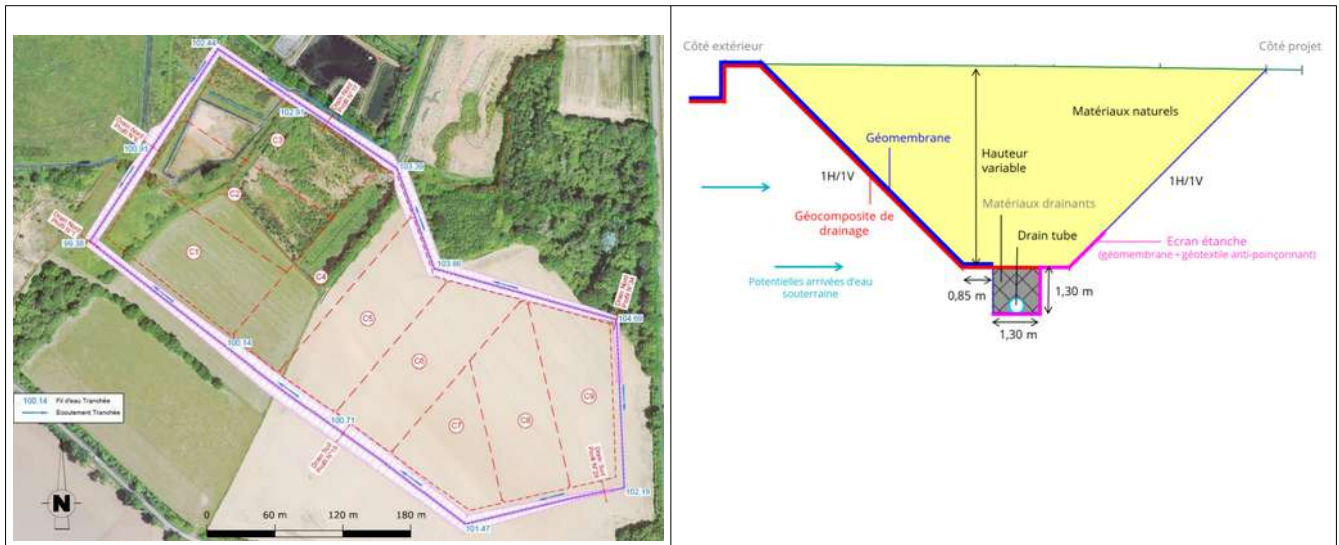
Drainage sous BSP

Les niveaux d'eau souterraine oscillent entre 106 mNGF au Nord et 104 mNGF au Sud. Le fond de forme des casiers sera à une cote de 111 mNGF au Nord-Est et 106 mNGF au Sud-Ouest.

L'exploitant prévoit la mise en place d'un rideau drainant couplé à un drain tube en amont et aval en dessous de la cote minimale de barrière passive des casiers de stockage, afin de prévenir toute

remontée d'eau souterraine (nappe de ressuyage). Ce système de drainage doit permettre de maintenir les niveaux piézométriques 1 mètre sous la base de la BSP.

Le rideau drainant ceinturera la zone des casiers de stockage, et se présente selon le schéma suivant :



V.2.3. Barrière de sécurité passive

Une reconstitution totale de la barrière de sécurité passive doit être opérée, par apport de matériaux extérieurs et par traitement des matériaux du site, avec pour objectif le respect d'une épaisseur de 5 mètres à 10^{-9} m/s.

Le projet d'extension ne présente pas de flancs dont la hauteur est supérieure à 5 m. Le dossier prévoit donc la reconstitution intégrale de la BSP sur 5 m d'épaisseur en flancs.

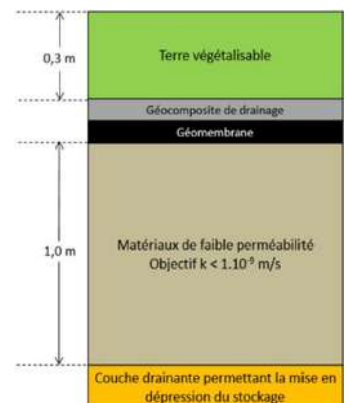
V.2.4. Stabilité

Le dossier contient une étude de stabilité des talus formant les casiers de stockage réalisée par Burgeap. En particulier, les digues périphériques auront une pente extérieure maximale de 3H/2V

V.2.5. Couverture finale

La couverture des casiers prévue par l'exploitant aura une épaisseur totale de 1,30 m et sera constituée des couches suivantes (de haut vers le bas) :

- Une couche de 30 cm de terre arable végétalisée ;
- Un géocomposite de drainage dont les qualités sont équivalentes à 50 cm de matériaux drainants (une note de calcul d'équivalence a été réalisée par le bureau d'étude GINGER BURGEAP) ;
- Une géomembrane PEHD de 2 mm d'épaisseur ;
- Un géotextile anti-poinçonnant ;
- Une couche d'au moins 1 m d'épaisseur de matériaux de perméabilité inférieure ou égale à 10^{-9} m/s ;
- Une couche drainante permettant la mise en dépression du stockage.



Le modelé final du stockage de déchets dangereux doit permettre le ruissellement des eaux pluviales vers la périphérie de la zone de stockage afin d'éviter toute accumulation d'eau. Pour cela, une pente de 5% minimum est prévue en direction du fossé ceinturant la zone de stockage.

La hauteur maximale des casiers après remise en état sera de 142 mNGF (les casiers actuels forment un dôme de 144 mNGF).

V.3. - Plateforme de tri, transit, traitement et valorisation de déchets minéraux

La plateforme, d'une surface d'environ 2 hectares, sera située au droit des casiers DIS 1 et 2 en post-exploitation et sur le terrain naturel au nord du DIS 1. Elle permettra de faire soit du transit de déchets minéraux, soit une prise en charge par traitement en vue de leur valorisation (selon la caractérisation des déchets minéraux réceptionnés).

Elle pourra traiter 50 000 t/an de déchets minéraux dangereux (notamment des terres polluées), non dangereux et inertes.

Pour assurer l'indépendance hydraulique de l'ensemble de la plateforme vis-à-vis du site, il sera mis en place (du bas vers le haut) : une géomembrane, un géotextile de protection et du grave bitume.

Les terres polluées contenant des substances dangereuses ou non dangereuses pourront être traitées dans un procédé appelé « biopile ». Ce procédé reposant sur une dégradation biologique en milieu aérobie implique la mise en œuvre d'un système d'aération permettant l'apport d'oxygène. L'apport en oxygène, nécessaire à l'activité bactérienne, sera réalisé via un système d'aération dynamique. La capacité unitaire pourra être comprise entre 1 500 tonnes à 3 000 tonnes (soit environ 1 000 à 2 000 m³) pour un maximum de 3 biopiles.

La plateforme accueillera aussi une zone de production de terres végétalisées. Ces terres seront fabriquées en mélange avec du compost, et pourront répondre à la norme NFU 44-551 ou serviront à des usages d'aménagements en valorisation. La capacité de production sera limitée à 15 000 t/an. Ces terres serviront pour les travaux de réaménagement des casiers de stockage, et évacuées hors du site en cas de surplus.

Certaines terres subiront un lavage permettant d'en extraire la contamination, d'abord des éléments grossiers (cailloux, graviers), puis des éléments plus fins (sables). Les eaux de lavage polluées obtenues seront au maximum réutilisées et recyclées dans l'installation de lavage afin de diminuer la quantité d'eau utilisée et par conséquent la quantité d'eau polluée produite. Les eaux chargées seront évacuées à l'usine de stabilisation ou dans une autre installation de traitement des eaux polluées classées dangereuses, et ne seront en aucun cas rejetées dans le milieu naturel.

V.4. - Plateforme de prétraitement et valorisation de déchets amiantés et de peinture au plomb

Une plateforme sera située dans la partie sud du projet dans une zone à l'écart de la nouvelle usine et des bâtiments administratifs, et permettra le tri et le traitement de 5 000 t/an maximum de déchets au plomb, amiantés et assimilés.

L'exploitant propose de créer une nouvelle activité visant, pour certains déchets, à séparer la partie amiantée et la peinture au plomb de leur support, de façon à valoriser la partie non amiantée et à stocker uniquement la partie impactée. Suivant les déchets à traiter, une grenailleuse et une installation de traitement en ultra haute pression pourront être utilisées pour réaliser du décapage sur les matériaux pollués pendant les campagnes de valorisation. Ce matériel sera géré par l'entreprise sous-traitante.

Un stockage temporaire de maximum 200 t n'excédera pas 1 an. Les déchets seront isolés.

V.5. - Réaménagement en matériaux inertes d'une partie des casiers OM / DIB en post-exploitation et aménagement en matériaux inertes au droit des futurs casiers et de la carrière

Afin de valoriser au mieux ces casiers et d'insérer l'ensemble de l'ICPE dans son environnement, SOLITOP propose d'améliorer le réaménagement final actuellement présent sur les casiers DIB/OM 1 et 2, situés sur une parcelle dont SOLITOP est propriétaire, de manière à rendre la zone propice à une valorisation agricole (profilage des terrains et amélioration de la structure du sol).

Le projet prévoit le réaménagement en matériaux inertes d'une partie des casiers OM / DIB en post-exploitation. Cette zone réaménagée, d'une surface d'environ 2 hectares, sera implantée, pour partie, au-dessus des casiers 4.1 et 4.2. La hauteur maximale de déchets inertes apportée sera de 3,7 m.

Les matériaux inertes accueillis sont définis d'après l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des matériaux inertes dans les installations de stockage. Le dossier contient une étude hydrogéologique spécifique, ainsi qu'une étude de tassement sur les zones ayant déjà accueilli des déchets.

La terre végétale présente sur les anciens casiers OM/DIB en post-exploitation sera enlevée pour un reprofilage avec des matériaux inertes. Une nouvelle couche de 30 cm de terre végétale sera remise en place.

Les réseaux de suivi en post-exploitation des lixiviats et du biogaz seront réhaussés en fonction des travaux.

Suite à un échange du 8 avril 2024 avec l'exploitant, les déchets inertes réceptionnés ne relèveront pas de la liste à seuils augmentés (K3+).
--

VI. - Prévention des risques chroniques et des nuisances

VI.1. - Prévention des rejets atmosphériques

Les silos de stockage de déchets et de réactifs seront équipés d'un système de filtre sur le toit de chaque silo pour filtrer l'air durant l'injection des déchets lors du dépotage. De plus, un clapet de surpression / dépression au toit du silo sera installé et toutes les sorties des clapets seront canalisées vers 1 seul point de rejet connecté à un filtre (existant (malaxeur ou broyeur) ou nouveau).

Le malaxeur est couvert d'un capot pour le confinement des poussières lors des injections des produits pulvérulents (déchets et réactifs). L'air du malaxeur sera extrait en permanence par une ventilation forcée avec une filtration de cet air avant le rejet à l'atmosphère. Les poussières collectées par le filtre seront rejetées dans le malaxeur.

Un système de brumisation permet d'abattre les poussières soulevées lors de la chute de charbon actif granulaire du filtre dans la trémie de ce déchet (alimenté par une pompe haute pression de 20 bars).

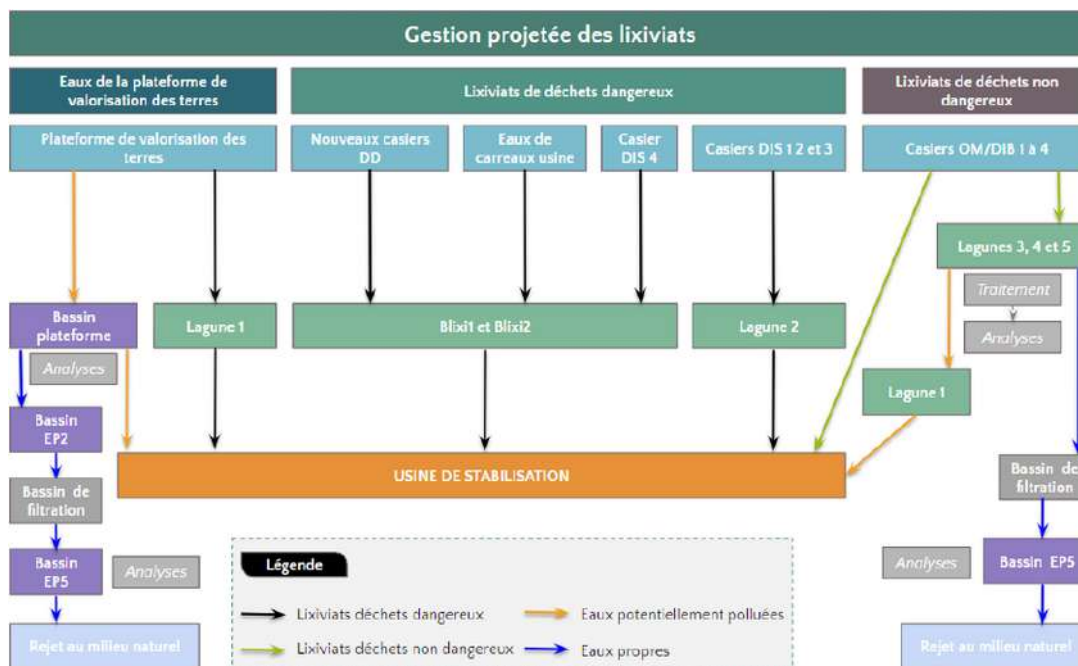
Les biopiles sont équipées d'un filtre à charbon actif permettant de filtrer l'air avant rejet à l'extérieur. Selon un schéma présenté dans le dossier, une couverture étanche à l'air et l'eau est prévue pour ces biopiles. Une analyse hebdomadaire des COV du rejet d'air sera effectuée par le laboratoire du site. La concentration en COV au rejet doit être inférieure à 2 mg/m³ et le flux inférieur à 10 g/h. Un contrôle est effectué toutes les semaines par le laboratoire du site, et tous les trimestres par un organisme extérieur. Ces analyses déterminent également le renouvellement du charbon actif.

La plateforme de valorisation des déchets amiantés et déchets de peinture au plomb sera équipée d'une salle blanche pour le traitement. Cette salle blanche sera équipée de filtres "très haute efficacité" (THE) sur l'ensemble des extracteurs d'air permettant le maintien en dépression de l'intérieur de la salle et son renouvellement d'air. Ces filtres THE sont efficaces par filtration physique sur les fibres d'amiante et le sont également sur des poussières plombées. Pendant les campagnes, des analyses de l'air ambiant hors zone et une surveillance des rejets canalisés et diffus seront réalisées (Seuil limite supérieure < 5 fibres/litre défini dans l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique).

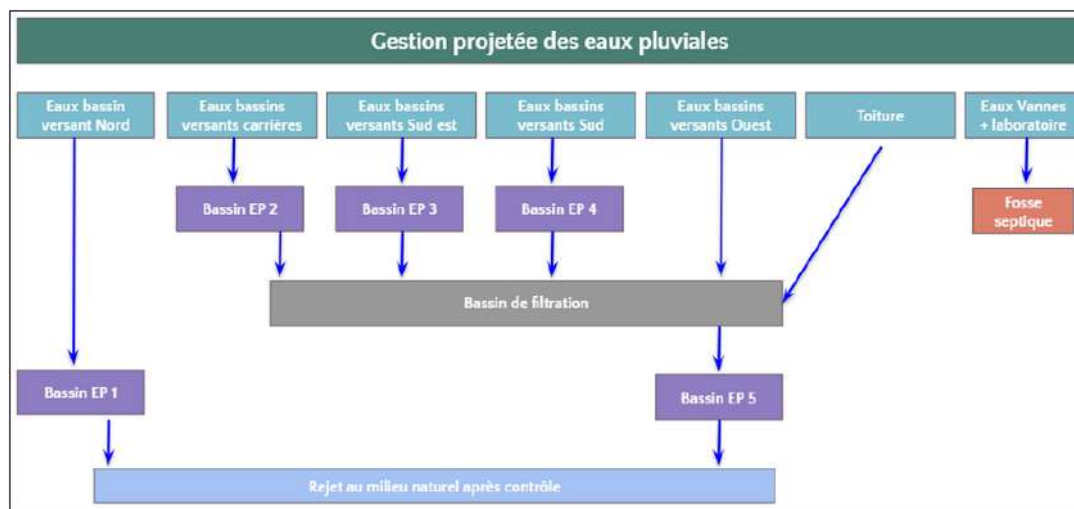
VI.2. - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

VI.2.1. Synoptique général

La gestion projetée des lixiviats du site est la suivante :



La gestion projetée des eaux pluviales est la suivante :



VI.2.2. Prélèvement d'eau

À l'exception des besoins sanitaires, le site ne fait aucun prélèvement d'eaux superficielles ou souterraines.

VI.2.3. Eaux potentiellement souillées

La plateforme de traitement des déchets minéraux disposera un procédé de lavage de certains déchets minéraux. Les eaux seront au maximum réutilisées et recyclées dans l'installation de lavage afin de diminuer la quantité d'eau utilisée et par conséquent la quantité d'eau polluée produite. Pour cela, elles passeront dans un système de filtration (filtre à sable par exemple) pour effectuer une séparation entre les différentes particules (grosses ou petites). L'eau filtrée retournera dans le process. Les eaux chargées seront évacuées à l'usine de stabilisation ou dans une autre installation de traitement des eaux polluées classées dangereuses. Les eaux issues de l'unité de lavage ne seront en aucun cas rejetées dans le milieu naturel.

Les eaux de la plateforme de valorisation des déchets minéraux seront dirigées vers des bassins fermés. Selon des analyses internes effectuées, les eaux seront soit rejetées vers le milieu naturel ou soit dirigées vers un bassin de recyclage (ou de traitement externe). L'exploitant prévoit une analyse préalable sur son laboratoire interne avant chaque vidage portant sur les paramètres suivants : pH, MES, Plomb, Mercure, Arsenic, Cuivre, Nickel, Zinc, AOX. Un contrôle semestriel plus détaillé complètera ces analyses.

VI.2.4. Lixiviats

La gestion des lixiviats produits au niveau des nouveaux casiers sera mise en œuvre et permettra la collecte et l'évacuation de ces derniers. Les casiers seront équipés de drains inclinés vers le point bas, et reliés gravitairement par un collecteur aux chambres à lixiviats. Les casiers seront équipés d'un puits de pompage au point bas permettant l'évacuation des lixiviats par pompage vers les bassins de stockage.

Sur la base de calculs effectués sur un évènement pluvieux à fréquence décennale, l'étude d'impact prévoit la création de 2 bassins étanches de 1 474 m³ minimum. L'exploitant les dimensionnera toutefois pour 2 000 m³ chacun.

Outre la géomembrane étanche, les bassins reposeront sur 1 m de matériaux de perméabilité à 10⁻⁹ m/s.

Les lixiviats des casiers de déchets dangereux serviront intégralement au procédé de stabilisation de l'usine (malaxeur), ainsi que d'autres effluents du site.

VI.2.5. Eaux pluviales

Le réseau pluvial du site sera constitué en majeure partie de fossés et caniveaux le long des voiries et des pistes ou grâce à la topographie pour éviter le ruissellement des eaux extérieures dans le site. La zone de stockage sera ceinturée de fossés permettant d'éviter le ruissellement à l'intérieur de celle-ci.

Le site disposera de 5 bassins de collecte des eaux pluviales, et un bassin de filtration. Le bassin EP1 existant disposera d'un point de rejet au Nord, et le bassin EP5 récupérant les eaux des autres bassins après passage dans le bassin de filtration disposera d'un point de rejet au Sud.

Les bassins ont été dimensionnés selon un évènement pluvieux à fréquence décennale sur 24h. Le débit de rejet restera inférieur à un débit de 3 l/s/ha, soit 123 l/s pour l'ensemble du site. En cas d'évènement pluvieux normal, le débit sera de 10 l/s d'octobre à juin, et de 4 l/s de juillet à septembre.

- EP1 Nord : 2060 m³
- EP2 Carrière : 3690 m³
- EP3 Sud-Est : 485 m³
- EP4 Sud : 535 m³
- EP5 Sud-Ouest : 3810 m³

Les deux bassins EP1 et EP5 des rejets finaux seront instrumentalisés par des sondes de mesure en continu du pH et Conductivité. Ces analyses en continu asserviront les vannes de rejet.

VI.2.6. Eaux souterraines

L'actuelle installation de stockage de déchets dangereux s'appuie sur un réseau de 4 piézomètres en aval et 1 en amont.

Dans le cadre du projet, ce réseau sera augmenté à 10 piézomètres. Le dossier technique liste l'emplacement des ouvrages, et précise les coupes des ouvrages. Seul un piézomètre ancien (Pz8) ne dispose plus de son plan de coupe.

Le dossier précise qu'un point zéro correspondant à l'analyse de référence imposée par l'article 33 de l'arrêté Ministériel du 30 décembre 2002 sera effectué dans l'ensemble des piézomètres du futur réseau de surveillance avant le début de l'exploitation.

La fréquence de surveillance sera similaire au site actuel :

- Pendant l'exploitation, SOLITOP effectuera une surveillance, au minimum semestrielle, du niveau des eaux souterraines, en périodes de hautes et basses eaux ;
- Tous les six mois, un laboratoire agréé analysera les paramètres prescrits
- Tous les quatre ans, un laboratoire agréé analysera les paramètres prescrits

VI.2.7. Compatibilité vis-à-vis du SDAGE Loire-Bretagne

La demande indique des éléments de compatibilité avec le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027, ainsi qu'avec le SAGE du Lay.

VI.2.8. Phase travaux – mesures spécifiques

Dans un porter à connaissance complémentaire, l'exploitant a précisé quelques mesures liées à la future phase travaux.

Actuellement, le site dispose de 2 bassins de collecte des eaux de ruissellement (Nord et Sud). Le Bassin Sud se trouve au droit des futurs aménagements prévus. Avant sa destruction, l'exploitant prévoit de réaffecter après nettoyage les 2 lagunes 4 et 5 qui peuvent actuellement recueillir des lixiviats traités issus des anciens casiers OM/DIB.

En pratique, les lixiviats bruts sont déjà prioritairement utilisés dans le procédé de stabilisation des déchets, et les 2 lagunes 4 et 5 ne servent pas.

Une partie des eaux de ruissellement du site (eau non souillée) transitera temporairement dans ces deux lagunes 4 et 5 avant rejet vers le milieu naturel selon les mêmes conditions que le bassin Sud actuel.

Ces modifications non décrites dans le dossier de demande d'autorisation ne constitue pas une modification substantielle. Elles seront intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral.

VI.3. - Prévention de la pollution des sols

Les principales mesures concernant la protection des sols sont les suivantes :

- aménagement des casiers de stockage conformément à l'arrêté ministériel du 30/12/2002
- imperméabilisation des sols sur l'ensemble du périmètre de l'usine de stabilisation
- mise sur rétention des produits liquides

VI.4. - Production et gestion des déchets

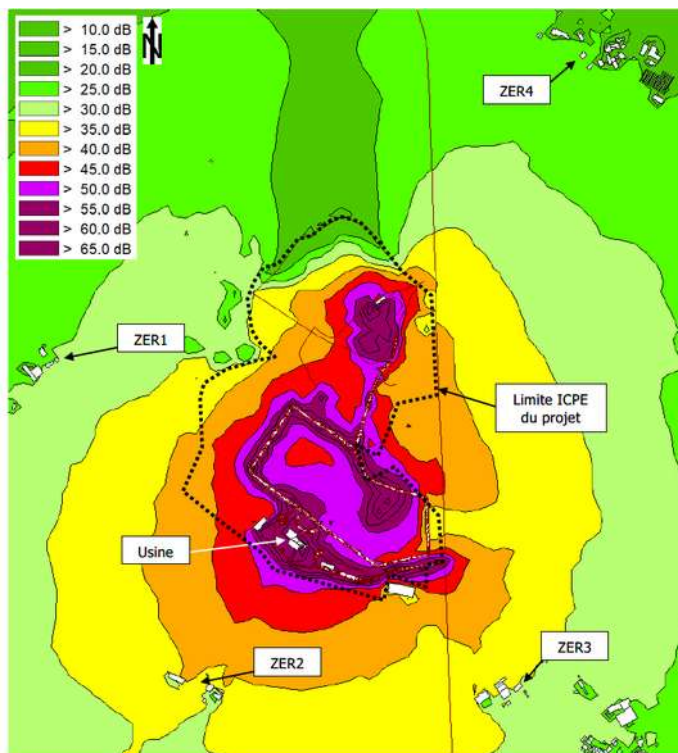
Le dossier technique décrit et mentionne les conditions d'admission des déchets reçus sur le site, selon leur nature. L'exploitant dispose également d'un registre informatisé répondant à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 relatif à la traçabilité des déchets.

VI.5. - Prévention des nuisances

VI.5.1. Impacts sur les populations

Le périmètre de la demande se situe au moins à 280 mètres des premières habitations (hameau « La Pironnière »). Aucun établissement recevant du public dit « sensible » (enfants, personnes âgées, personnes malades) n'est implanté à moins de 3 km.

L'étude d'impact contient une modélisation des niveaux sonores démontrant le respect des émergences de bruit chez les proches riverains :



VI.5.2. Impact sur le trafic routier

Les flux de camions engendrés par le projet pourront s'élever jusqu'à 29 par jour, soit une augmentation de 14 poids lourds par rapport à la situation actuelle.

VI.6. - Évaluation des risques sanitaires

La démarche méthodologique présentée dans l'étude d'impact a été découpée de la manière suivante :

- Etape 1 : Evaluation des émissions du site dans sa configuration actuelle et projetée ;
- Etape 2 : Evaluation des enjeux et des voies d'exposition ;
- Etape 3 : Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) ;
- Etape 4 : Evaluation des Risques Sanitaires (ERS).

Les résultats de ces calculs de risques de l'évaluation des Risques Sanitaires ($QD < 1$ et $ERI < 10-5$) concluent à l'absence de risque inacceptable pour les riverains sur la base des éléments transmis par SOLITOP pour la réalisation de cette étude.

VI.7. - Impact sur la biodiversité

Le projet ne se situe pas dans une zone ayant une forte sensibilité environnementale. L'étude d'impact propose toutefois les mesures suivantes :

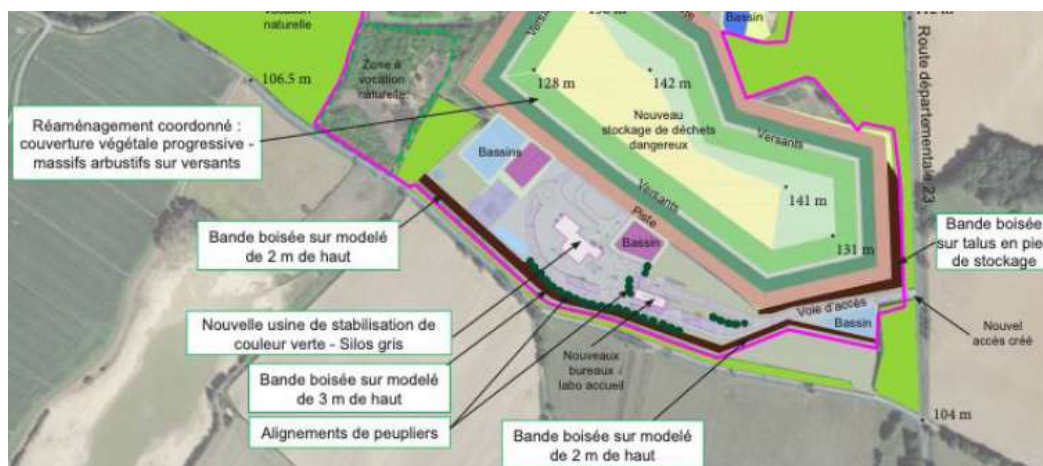
- le secteur de la lande, le boisement sud-ouest et les boisements au centre-est seront conservés en l'état actuel (espaces de biodiversité) ;
- des espaces de fauches tardives seront conservés ;

Par ailleurs, le dossier ne conclut pas à la nécessité d'une demande de dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés.

VI.8. - Impact sur les paysages et le patrimoine

Le projet d'extension concerne 14 ha de parcelles agricoles déclarées à la PAC situées au sud et en continuité du site actuel.

Le dossier mentionne des mesures paysagères pour l'intégration du site dans son environnement. Le schéma suivant résume ces mesures qui se concentrent sur la partie Sud du site au niveau des futurs bureaux et des casiers de stockage :



Le site SOLITOP est localisé au droit d'une ZNIEFF de type 1, mais n'est concerné par aucune autre zone de préservation des milieux naturels.

Un espace localisé dans le secteur Sud-Ouest accueillera en mesure compensatoire de la destruction de prairies une mare d'environ 50 m².

Un suivi environnemental sera réalisé périodiquement par un bureau d'étude spécialisé.

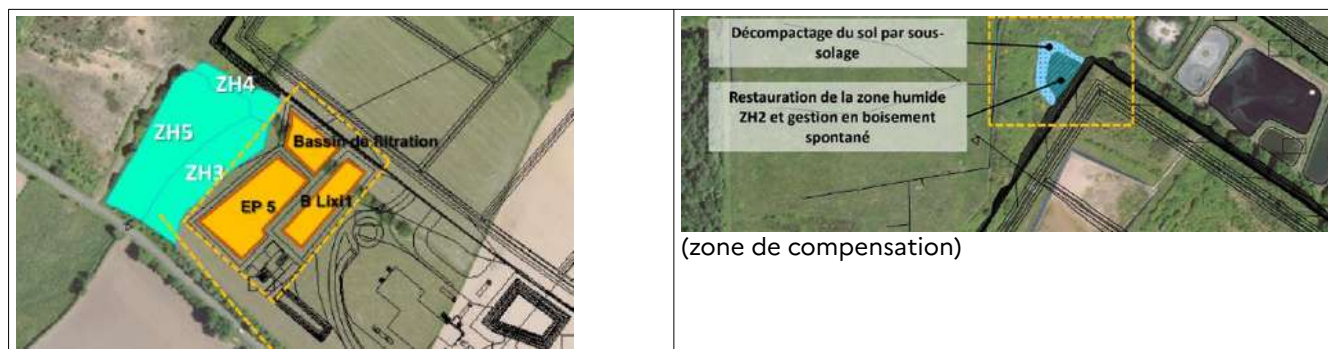
Depuis le monument historique du Moulin à Vent, les moitiés supérieures de l'usine de stabilisation et du stockage de déchets dangereux seront visibles par-dessus la haie présente en limite sud du projet. L'impact visuel depuis ce monument historique passera de moyen à fort, au cours du projet. Et il sera nul après le démantèlement de l'usine de stabilisation. Depuis le monument historique du château du Plessis-le-Franc, le site ne sera pas visible.

Le secteur Sud, proche de la future usine d'accueil et de traitement des déchets dangereux, disposera d'un merlon d'une hauteur minimale de 2 m, surmonté d'un boisement.

VI.8.1. Zones humides

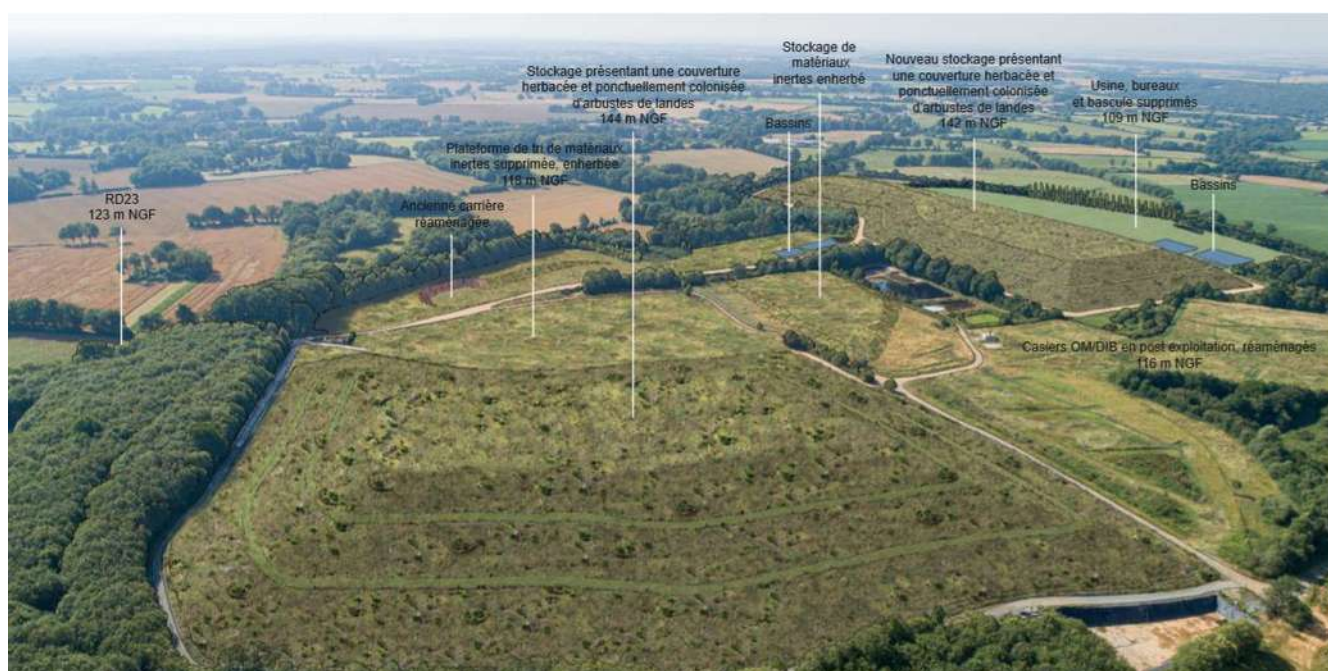
L'étude d'impact mentionne la présence de zones humides sur l'emprise du projet. L'analyse du projet a permis quelques mesures d'évitement, au niveau de l'aménagement futur des bassins de filtration.

Toutefois, une surface de 1 645 m² sera compensée sur l'emprise du site, à proximité des futurs casiers de stockage.



VI.9. - Les conditions de remise en état

La vue schématique de la remise en état après exploitation est la suivante :



VI.10. - Les garanties financières

Le projet restera concerné par 3 types de garanties financières :

- Installation de stockage de déchets dangereux
- Unité de traitement des déchets
- Installation Seveso

Ces garanties reprennent les garanties existantes pour l'installation de stockage de déchets dangereux actuelle, et pour l'installation de stockage de déchets OM/DIB en post-exploitation.

Le montant détaillé de garanties n'est pas repris dans le présent rapport pour des raisons de lisibilité. Il s'étale sur la période de 2025 (année estimée pour la poursuite d'exploitation) à 2044 pour la période d'exploitation, et 2045-2074 pour la période de post-exploitation. Les fourchettes de ces montants sont les suivantes :

	Installations de stockage (€HT)	Installation de traitement (€TTC)	Garanties Seveso (€HT)	Post exploitation OM/DIB (€TTC)
2024-2032	2 233 397 / 4 466 789	1390275	1280969	297 095 / 365 002
2033-2044	3 440 175 / 3 489 677	1390275	1280969	/
2045-2074	781 687 / 2 869 758	/	/	/

NB : L'inspection signale que les garanties financières prévues à l'article R516-1.5° ne seront plus exigibles dès la mise à jour de cet article suite à la suppression de certaines activités à son article L516-1 (installations de traitement de déchets).

VII. - Prévention des risques accidentels

L'étude de dangers s'appuie sur l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

VII.1. - Identification, caractérisation et réduction des potentiels de dangers

Selon les informations de l'étude de dangers, les potentiels de dangers ont été identifiés sur les installations suivantes :

- Bâtiment principal : risque d'explosion du malaxeur de déchets
- Hangar : incendie de déchets
- Réseau lixiviats : pollution en cas de rejets non maîtrisés
- Cuve de GNR mobile : incendie ou écoulement de GNR
- Stockage amont de déchets amiantés : incendie de certains déchets en mélange avec de l'amiante
- Stockage de compost : incendie par auto-échauffement

L'identification des potentiels de dangers réalisée par l'exploitant est basée sur l'accidentologie, la dangerosité des produits, les quantités présentes et les conditions d'exploitation.

L'exploitant a étudié la réduction de ces potentiels dans l'étude de dangers, ce qui a permis d'identifier les mesures suivantes :

- Les matières en attente de traitement (charbon actif usagé, déchets amiantés à traiter ou compost pour la fabrication des terres végétales) seront sur un stock minimal nécessaire au fonctionnement.

VII.2. - Accidentologie interne et externe au site

Le retour d'expérience des accidents passés réalisé par l'exploitant dans l'étude de dangers montre que sur la période 2009-2021, l'exploitant a recensé 48 événements mineurs, sans aucun auto-échauffement au niveau des déchets non dangereux reçus sur le site.

VII.3. - Évaluation préliminaire et étude détaillée des risques

L'évaluation préliminaire des risques puis l'étude détaillée réalisées dans l'étude de dangers conduisent l'exploitant à identifier 6 scénarios d'accidents mentionnés au chapitre suivant, sans pour autant identifier de barrière limitant les phénomènes dangereux associés.

VII.4. - Caractérisation des différents phénomènes et accidents, tenant compte des mesures de prévention et de protection

L'exploitant a étudié pour chaque phénomène dangereux retenu, son intensité, sa probabilité, sa cinétique et sa gravité au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Il a hiérarchisé ces phénomènes à l'aide de la matrice gravité-probabilité (dite matrice MMR) définie dans la circulaire du 10 mai 2010.

L'analyse des potentiels de dangers a permis d'identifier 6 phénomènes dangereux :

✓ PhD 1 : Explosion du malaxeur ;

La présence de di-hydrogène dans l'enceinte du malaxeur a été considérée dans ce phénomène. Cette enceinte a un volume de 3 m³. Les distances calculées des effets en cas de surpression sont les suivantes :

Seuils d'effets	Distance (m)
Bris de vitre – 20 mbar	21
SEI – 50 mbar	15
SEL – 140 mbar	12,5
SEIs – 200 mbar	11,5



✓ PhD 2 : Incendie de la zone de stockage de big bags (charbon actif) ;

Effets thermiques	Distance (m)
8 kW/m ²	10 m
5 kW/m ²	10 m
3 kW/m ²	14 m



✓ PhD 3 : Pollution de l'eau ou du sol ;

✓ PhD 4 : Incendie de la cuve mobile de GNR ;

Un calcul de flux thermique a été effectué, et permet de définir que cette cuve mobile sera implantée à plus de 15 mètres des limites du site en permanence.

✓ PhD 5 : Incendie des zones de stockage de big bags (déchets amiantés et assimilés) ;

La zone de stockage à proximité de la salle blanche se trouvera à environ 40 mètres des limites du site, avec des zones d'effet largement inférieures au scénario Ph D2.

✓ PhD 6 : Incendie de la zone de stockage de compost.

Ce phénomène génère des flux thermiques limités et sont peu fumigènes. La plateforme de valorisation des déchets inertes sera éloignée du reste des bâtiments du site et des bordures de site. La zone de stockage de compost se trouvera à plus de 100 mètres des limites du site.

Toutes les zones d'effets identifiées dans l'étude de dangers sont contenues à l'intérieur du périmètre du site. Dans l'étude de dangers, seuls les phénomènes dangereux PhD1 et PhD2 sur les six pris en compte dans les scénarios de dangers disposent de distances d'effet rappelées ci-avant.

À l'issue de l'évaluation préliminaire des risques, il est apparu que l'ensemble des phénomènes dangereux est hors échelle du fait de l'absence d'effets significatifs au-delà des limites de propriété. Ainsi, aucun scénario n'est donc positionné dans la matrice de criticité qui est rappelée ci-dessous :

Gravité des conséquences	Probabilité (tenant compte des mesures de maîtrise des risques)				
	E	D	C	B	A
Désastreux	MMR Rang 2				
Catastrophique		MMR Rang 2			
Important			MMR Rang 2		
Sérieux					
Modéré					

Niveaux de probabilité et de gravité : définis par l'arrêté ministériel du 29/09/05

VII.5. - Principales mesures de maîtrise des risques et moyens d'intervention

La principale mesure de maîtrise des risques identifiées par l'étude de dangers porte sur l'installation d'une détection d'hydrogène au niveau du local de malaxage des déchets, avec asservissement à 20 % de la limite inférieure d'explosivité.

L'établissement dispose par ailleurs des moyens de secours suivants :

- des extincteurs répartis dans l'installation,
- des moyens de communication permettant d'alerter les services incendie et secours,
- des plans de l'installation pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'exploitant a dimensionné ses besoins en eaux dans son étude de dangers suivant la méthode suivante : application de la règle D9 utilisée par le SDIS aboutissant à un besoin en eau de 60 m³/h pour deux heures d'intervention.

Pour disposer de cette ressource en eau, l'exploitant prévoit les moyens suivants :

- une réserve d'eau de 120 m³ qui sera recréée à proximité des futures installations

En cas de sinistre, les besoins en confinement des eaux d'extinction ont été définis à partir de la règle D9A aboutissant à un volume de rétention de 138 m³.

Pour disposer de cette capacité de rétention, les eaux d'extinction seront dirigées vers le bassin de stockage des lixiviats suffisamment dimensionnés (cf chapitre VI.2.4 du présent rapport).

Le site actuel dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI). Ce plan devra être mis à jour dans la configuration future du site.

Un arrêté de dispense de PPI a été signé pour le site actuel de SOLITOP, compte tenu de la cinétique rapide du phénomène dangereux retenu de l'explosion du malaxeur. Étant donné le déplacement de cette installation dans le présent dossier, et l'absence d'effets en dehors des limites du site, l'inspection des installations classées maintient la proposition de dispense de PPI. Ce point est développé au chapitre X.4.

VII.6. - Maîtrise de l'urbanisation

Compte tenu de la matrice de criticité, et des éléments présents dans l'étude de dangers, le projet n'est pas concerné par des mesures de maîtrise de l'urbanisation.

VIII. - Consultations réalisées pendant la phase d'examen

Conformément aux dispositions des articles R.181-18 à R.181-33, les consultations prévues pour la demande d'autorisation environnementale déposée ont été réalisées. Ces consultations, et leurs principales conclusions, sont listées dans le tableau ci-dessous.

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis Avis sur dossier V1	Avis sur compléments du 04/07/2023
ARS	R181-18	Avis non remis	Par courriel du 05/07/2023, l'ARS indique que son avis ne pourra pas être rendu
Collectivités territoriales intéressées dont conseils municipaux	R. 181-38		(Consultation ultérieure)
Conseil Régional			(Consultation ultérieure)
DDTM		<p>26/01/2023</p> <p>Concernant la gestion des eaux pluviales, la DDTM indique que le projet est compatible avec les objectifs du SDAGE Loire Bretagne et du SAGE Auzance Vertonne et cours côtiers.</p> <p>Ce service établit des recommandations avant la phase chantier, pendant, puis en phase d'exploitation.</p> <p>L'étude d'impact doit être complétée sur la détermination des zones humides, en réalisant un inventaire pédologique et floristique conformément à l'arrêté ZH modifié du 24 juin 2008.</p> <p>Les mentions faites au dossier concernant la permanence ou non des cours d'eau figurant sur la carte DDTM doivent être corrigées (le classement DDTM n'ayant pas vocation à distinguer les cours d'eau intermittents des cours d'eau permanents).</p> <p>L'état initial de la biodiversité est complet, confirmant qu'aucune demande de dérogation « espèces protégées » n'est nécessaire.</p>	<p>26/07/2023</p> <p>La DDTM signale que la superficie concernée par le projet en ZH est difficile à identifier.</p> <p>Un plan est bien fourni en page 105 (VOLET III Pièce A : Etude d'impacts (E1)) mais nous n'avons aucune précision sur les superficies identifiées en ZH avec le critère habitat et impactées par le projet.</p> <p>Pour une lecture plus aisée de cette analyse il conviendrait de superposer les plans habitat et pédologie afin de déterminer précisément les surfaces impactées.</p> <p>Il manque un renvoi (descriptif des ZH...) dans l'encadré gris de la page 109.</p> <p>Le dossier précise en page 307 que l'équivalence fonctionnelle est établie pour 7 indicateurs en application de la MNEFZH. Il convient de fournir à l'appui de cette assertion les tableurs issus de la méthode et en particulier celui de l'annexe 3.</p> <p>Plus généralement, quelques paragraphes du dossier méritent d'être corrigés suite à cette analyse des zones humides. À titre d'exemple nous pouvons toujours lire en page 137 du dossier que "SOLITOP n'est pas concerné par une zone humide" ou encore que la rubrique 3.31.0 de la nomenclature eau n'est pas visée en page 67 du dossier administratif.</p>
SDIS		<p>28/12/2022 :</p> <p>Le SDIS ne s'oppose pas à la demande, et rappelle les besoins en eau de 120 m³ sur 2 heures</p>	/

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis Avis sur dossier V1	Avis sur compléments du 04/07/2023
DREAL (MRAE)	R181-19		Avis non rendu
DRAC services archéo	R181-21	13/02/2023 La DRAC indique que ce projet ne donnera pas lieu à une prescription d'archéologie préventive	/

IX. - Enquête publique et consultations des collectivités intéressées

IX.1. - Enquête publique

Conformément aux dispositions des articles R.181-36 et R.181-37 du code de l'environnement, une enquête publique a eu lieu sur le territoire de la commune de Saint Cyr des Gats du 27 novembre 2023 au 28 décembre 2023 sous le contrôle de Monsieur GARNIER Jean-Claude, commissaire enquêteur.

Au cours de l'enquête publique, 1 observation a été formulée au registre d'enquête, 10 courriers (avec 5 doublons par courriel) en observations ainsi que 5 courriels (avec 3 doublons par courrier) en observations.

Au final, les observations formulées adressées au cours de cette enquête publique sont résumées comme suit :

Thème/Observation	Réponse de l'exploitant
Trafic	Sur ce point, l'exploitant souligne que son projet représente une augmentation du trafic routier de l'ordre de 1 % du volume global. Les transporteurs sont des sous-traitants disposant d'un protocole de sécurité préalable. Enfin, l'exploitant indique ne pas être décisionnaire sur le dimensionnement des routes départementales.
Déchets, dont : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Amiante ; ◦ Procédé de stabilisation ; ◦ Odeurs / Fumées. 	L'exploitant a précisé que les tonnages reçus sur son site sont moindres que sur d'autres sites similaires en France qui ne posent pas de problématiques liées à ces tonnages plus importants. Il rappelle que les déchets d'origine hospitalière ou nucléaire ne seront pas admis, et que les déchets sont des ultimes sans valorisation possible. Le procédé de stabilisation utilisé pour certains déchets ne génère pas en lui-même de déchets supplémentaires. Il rappelle les conditionnements utilisés par type de déchets reçus. Il rappelle les règles et précautions pour le stockage des déchets amiantés (sacs non ouverts, enfouissement en mini sarcophage, etc.), et pour la future activité de décontamination des déchets amiantés et plombés.
Terrains d'extension, dont : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Propriétaire des terrains / Convention avec Saint-Cyr-des-Gats ; ◦ Utilisation de terres agricoles ; ◦ Compensation agricole ; ◦ Surface de chasse. 	L'exploitant dispose de la maîtrise foncière pour son projet. Les 14 hectares de terres agricoles impactées ont fait l'objet de mesures de compensation en lien avec la chambre d'agriculture et des deux GAEC concernés qui ont été dédommagés. Le projet de serre hydroponique en mesure de compensation collective n'a, néanmoins, pas été retenu suite à la concertation réalisée pour le choix des mesures de compensation. La réglementation n'imposant pas de compensation pour des pertes de surfaces de chasse, aucune n'a été prévue dans le cadre de l'extension de SOLITOP.

Thème/Observation	Réponse de l'exploitant
<p>Etude de Dangers, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ SEVESO; ◦ BASOL/BASIAS ; ◦ PCS (Plan Communal de Sauvegarde) ; ◦ Sinistres / Incidents. 	<p>Le classement SEVESO seuil haut découle des quantités d'entreposage des déchets avant stabilisation, et du fait que le caractère de dangerosité des déchets qui serait compté en simultané peut dépasser les 200 tonnes (ce qui est rarement le cas).</p> <p>Le classement dans BASOL/BASIAS est issu de l'ancienne activité de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation. Il n'est pas directement lié à l'activité de SOLITOP.</p> <p>Le potentiel risque « chute d'avion » est jugé négligeable notamment par l'absence d'aérodrome à proximité.</p> <p>Un incident isolé de 2021 concernant une reprise d'un chargement de bigs-bags a été analysé.</p> <p>L'exploitant a rappelé les mesures contre les intrusions (clôture, portails, alarmes, télésurveillance, etc.). Un « empoisonnement des bassins » à la suite d'un vandalisme, bien que peu probable, ne mènerait pas à une contamination au milieu naturel puisque toutes les eaux vouées à être rejetées au milieu naturel sont contrôlées avant rejet.</p> <p>En cas de besoin, l'exploitant peut déclencher son Plan d'Opération Interne (POI) qui fait l'objet d'exercices annuels.</p> <p>La mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) relève de la responsabilité des maires.</p>
<p>Géologie, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Stabilité : ◦ Risques sismiques. 	<p>Les terrains argileux en place permettent l'implantation de ce centre de stockage avec un remaniement et traitement du sol sur 5 mètres d'épaisseur pour l'obtention de la perméabilité réglementaire.</p> <p>Le niveau de sismicité a été pris en compte dans les études. Les argiles mises en œuvre leur permettent de se déformer dans le domaine « ductile » (non cassant) et absorber les sollicitations sismiques.</p>
<p>Risques pollutions, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Pollution des eaux ; ◦ Pollution du sol ; ◦ Pollution de l'air. 	<p><u>Pollution de l'air</u> : L'exploitant a rappelé les études réalisées dans son dossier, en précisant que les excès de risque individuel cumulés de toutes les substances d'intérêt sont inférieurs aux valeurs seuils.</p> <p><u>Pollution des eaux</u> : Les eaux propres ou les eaux traitées sont systématiquement analysées avant rejet vers le milieu naturel. En cas de dépassement d'un des seuils fixés, les eaux sont dirigées vers le processus de stabilisation (comme le sont les eaux souillées).</p> <p>Le dossier est à jour sur le recensement des cours d'eau et points de captage autour du site.</p> <p><u>Pollution des sols/des nappes</u> : L'exploitant rappelle les mesures de réalisation des casiers de stockage garantissant l'absence de contamination des nappes souterraines. Il souligne qu'aucune pollution due à une rupture des ouvrages sur les casiers n'a jamais été observée. Une série de piézomètres, dont le nombre sera étendu, assurera le suivi trimestriel des eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant indique que l'origine de ces deux anomalies ponctuelles constatées, bien que non connue, ne peut toutefois pas être reliée à son activité.</p>
<p>Biodiversité, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Faune / Flore ; ◦ Boisements ; ◦ Zones humides. 	<p>L'exploitant rappelle que les études présentes dans le dossier ont été encadrées par une association indépendante spécialisée (ADEV) et ont été validées lors de l'instruction.</p> <p>Des mesures de conservations, préservation, ou destruction seront mises en place selon ces études. Pour les zones humides identifiées, des mesures de compensations ont été prises en compte.</p>
<p>Réaménagement, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Paysage ; ◦ Post-exploitation. 	<p>L'exploitant rappelle que son dossier prévoit bien une remise en état final des futurs casiers de stockage sous la forme d'un dôme de 142 mNGF, légèrement inférieur au dôme de 144 mNGF des casiers actuels.</p> <p>Le réaménagement prévu dans l'Arrêté Préfectoral actuel ne prévoit pas de réaménagement agricole, mais une revégétalisation des casiers de stockage permettant une reprise du couvert végétal, bénéfique à la biodiversité.</p> <p>L'exploitant résume enfin les mesures paysagères et mesures de préservation des sentiers de randonnées proches.</p>

Au vu des différents éléments du dossier et des compléments apportés par l'exploitant, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet.

IX.2. - Consultations du conseil municipal et des collectivités intéressées

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, une consultation a été réalisée auprès du conseil régional, du conseil municipal de la commune de Saint Cyr des Gats, ainsi que des collectivités suivantes : La Caillère-Saint-Hilaire, La Chapelle-Thémer, Marsais-Sainte-Radégonde, Saint-Laurent-de-la-Salle, Saint-Martin-des- Fontaines, Saint Sulpice en Pareds, Thouarsais-Bouildroux

Collectivités	Avis
Conseil régional	23/12/2023 « ce projet est compatible avec les objectifs en matière de déchets figurant dans le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. »
Communauté de Communes Sud Vendée Littoral	05/01/2024 Avis favorable
Saint Cyr des Gats	12/12/2023 Avis favorable
Thouarsais-Bouildroux	19/12/2023 « avis DÉFAVORABLE à la demande d'autorisation déposée par la Société SOLITOP pour exploiter une plateforme de prise en charge de déchets multi-filières à Saint-Cyr-des- Gâts pour les motifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Projet qui induit une forte augmentation du transport de déchets par camion sur une voirie sous-dimensionnée. ➤ Projet générant une forte augmentation de l'emprise sur le territoire d'un site Seveso qui aura des implications sur le futur plan communal de Sauvegarde. ➤ Le Conseil Municipal regrette que ce site Vendéen reçoive les déchets de la Nouvelle-Aquitaine et de la Bretagne sans compensation financière pour les Communes limitrophes. ➤ Un Centre abritant des personnes handicapées (90 résidents environ + le personnel encadrant) se situe à proximité de ce site classé Seveso. »
Saint-Laurent-de-la-Salle	11/01/2024 Avis favorable sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> ➤ de la prise en compte des nuisances agricoles, sonores, routières, visuelles, etc. ➤ demande une compensation au profit de la commune ➤ constate que la RD 23 n'étant plus adaptée à un tel trafic routier et nécessite différents travaux dont un élargissement.
Saint-Martin-des- Fontaines	21/12/2023 Avis favorable sous les réserves suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ➤ « Peut-il y avoir un risque de pollution de l'eau malgré la présentation que nous avons eue ? Nous sommes sensibilisés car nous avons un captage d'eau potable sur la commune. ➤ L'absence de réponse de la MRAE (mission régionale d'autorité environnementale) nous étonne pour un dossier de cette importance. ➤ Le trafic qui s'accroît sur nos communes rurales (Routes et bourgs). ➤ La nouvelle topographie du site (pollution visuelle) nous rappellera toujours que les déchets sont là avec nos craintes de pollution. ➤ On s'interroge sur la valeur des biens immobiliers sur le secteur par l'ensemble de ces activités. »
La Caillère-Saint-Hilaire	12/12/2023 Avis favorable
Marsais-Sainte-Radégonde	09/01/2024 Avis favorable
La Chapelle-Thémer	11/12/2023 Avis favorable

Collectivités	Avis
Saint Sulpice en Pareds	Avis non reçu

X. - Propositions et conclusions de l'inspection des installations classées

X.1. - Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances

La demande d'autorisation a soulevé lors de l'enquête publique des remarques nombreuses et assez générales sur ce type d'activité liée aux déchets.

Les nuisances liées au trafic routier sont les plus impactantes pour les communes proches du projet. Sur ce point, la demande précise bien une augmentation du trafic des camions de 11 à environ 25 camions par jour, mais tout en ne représentant qu'une augmentation globale du trafic de 1 %. L'inspection considère les éléments de la demande d'autorisation comme suffisamment explicites.

L'enquête publique a aussi pointé le principe de ce projet au sein de la Vendée pour l'accueil de déchets provenant d'un territoire plus large, et hors région. L'inspection rappelle que le principe des modes de traitement des déchets et du principe de proximité est régulièrement examiné. Toutefois, pour certains déchets, notamment dangereux, le territoire présente des déficits en exutoires. Le projet présenté est compatible avec les objectifs du plan régional de gestion des déchets (actuel SRADDET²), ce qui est confirmé par l'avis du Conseil Régional du 23 décembre 2023.

L'intégration paysagère et visuelle a été prise en compte dans la demande d'autorisation. Lors des phases de travaux et lors de l'élévation des déchets dans les casiers, l'impact visuel pourra être perceptible. L'exploitant a prévu la mise en place de merlon végétalisé dès le début pour limiter au mieux cet impact.

La surveillance sur les rejets aqueux restera un point de vigilance important pour l'exploitant. La demande a détaillé les mesures prises pour la gestion des différents rejets. Comme actuellement, une utilisation importante des eaux souillées dans le process de stabilisation des déchets réduira ou supprimera tout rejet vers le milieu naturel. Un nombre conséquent de bassins de collecte des eaux de ruissellement est également prévu pour assurer un suivi avant rejet.

Le thème lié aux risques accidentels n'a pas fait l'objet de beaucoup d'observations. L'inspection rappelle que le principal risque identifié est lié à un risque d'explosion du malaxeur de déchets suite à une formation d'un nuage d'hydrogène. Les autres risques liés à la présence de déchets dangereux sont encadrés par les mesures envisagées dans la demande et répondant à la réglementation. L'inspection note que le projet a justifié d'une maîtrise des effets dangereux à l'intérieur de son périmètre.

La demande d'autorisation a été déposée en parallèle d'une demande de révision de la carte communale pour permettre l'utilisation de nouveaux terrains d'emprise. Le lancement de cette révision a été approuvé par délibération du conseil municipale du 23 janvier 2024. Cette révision a été approuvée par arrêté préfectoral n°24-DDTM85-48 du 27 février 2024 (zonage ZCe pour les activités économiques étendu au projet) et rend le projet Solitop compatible avec ce document d'urbanisme.

X.2. - Avis de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées valide les différentes études de faisabilité de la future installation de stockage de déchets dangereux.

Ce projet tient compte de la compatibilité avec les plans et programmes locaux, notamment l'application du SRADDET et du SDAGE. En cours de procédure, il est devenu conforme avec le document d'urbanisme (carte communale).

L'inspection a rectifié en partie le classement des activités du site en lien avec la note déchets du 27 avril 2022, mais en s'appuyant sur la description des activités présentée dans la demande d'autorisation. En particulier, l'exploitant a confirmé que son projet intègre bien du tri/transit de déchets dangereux ou non dangereux sur la plateforme où seront également réalisés des opérations de

2 SRADDET : Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

traitement de déchets dangereux ou non dangereux. La rubrique 3532 a été ajoutée pour les traitements effectués sur la future plateforme.

L'inspection valide le porter à connaissance transmis en fin de procédure destiné à la modification des premiers casiers de stockage et à l'affectation des lagunes et bassins lors de la phase initiale de travaux.

L'inspection note que l'enquête publique n'a pas soulevé d'éléments majeurs s'opposant à cette demande.

Compte tenu de l'ensemble des éléments figurant au dossier d'instruction, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à cette demande.

X.3. - Éléments pris en compte lors de l'instruction

Les rubriques de classement d'activité ont fait l'objet de plusieurs échanges avec l'exploitant. Certaines rubriques ont été regroupées car portant sur la même activité mais avec des seuils différents (exemple de la rubrique 2790.1 et 2790.2).

Les rubriques IED ont été précisées avec une grandeur d'activité répondant à la note déchets du 27 avril 2022 (valeur journalière maximale par exemple pour certaines activités). En particulier, l'exploitant a complété par courrier du 29 février 2024 les éléments suivants :

- la grandeur maximale d'activité pour la plateforme est fixée à 800 t/j (rubrique 3510), soit un total de $350+800=1\,150$ t/j.
- La capacité maximale sur la plateforme pour le stockage temporaire avant prétraitement par criblage ou traitement par lavage de 5 000 tonnes (rubrique 3550) décrite dans la demande s'ajoute aux quantités de 770 tonnes de stockage avant stabilisation et 200 tonnes de la zone de démantèlement amiante et plomb.

Le projet d'arrêté préfectoral s'appuie sur les principaux arrêtés ministériels suivants :

- Arrêté ministériel du 30/12/2002 relatif au stockage de déchets dangereux ;
- Arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Les arrêtés ministériels correspondant aux 3 rubriques à enregistrement - 2515, 2517 et 2716 - sont rendus applicables sans aménagement.

Dans un porter à connaissance d'octobre 2023, l'exploitant a indiqué une modification du sens de rotation des 3 premiers casiers de stockage. Cette modification n'impacte pas l'instruction.

Dans ce même document, il prévoit l'agrandissement de la lagune L5 d'un volume de $1\,300\text{ m}^3$ à un volume de $3\,000$ à $3\,500\text{ m}^3$. Lors des échanges avec l'exploitant, ce volume resterait inchangé suite aux conclusions d'études de faisabilité technique. Il s'agit d'une nouvelle modification portée à notre connaissance par courrier en date du 29 février 2024.

L'exploitant prévoit d'utiliser les deux lagunes actuelles L4 et L5 pour le remplacement temporaire du bassin EP Sud devant être détruit lors de la phase travaux avant la reconstruction du bassin versant Sud définitif. Le projet d'arrêté tient compte de ces deux porters à connaissance.

L'admission des déchets amiante complète les dispositions ministérielles. En effet, l'amiante liée n'est pas reçu en double conditionnement, mais sur palettes filmées.

Une précision est ajoutée sur le traitement des terres en biopiles. La couverture étanche ne sera mise en place que pour des terres les plus polluées ayant une teneur en Composés Organiques Volatils (COHV) ou en BTEX (benzène, le toluène, l'éthylbenzène et les xylènes) supérieure à 200 mg/kg. La surveillance des COV sera effective dans tous les cas.

Le projet d'arrêté fixe une surveillance pour le fonctionnement de certains équipements. Par exemple, une surveillance hebdomadaire est exigée pour le suivi des biopiles et pour les niveaux de remplissage des lagunes présentes sur le site.

Les lixiviats traités issus des anciens casiers OM/DIB feront l'objet d'une campagne « RSDE » (recherche de substances dangereuses dans l'eau) sur 2 ans afin d'affiner le suivi actuellement en place.

Dans la même logique, les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par ruissellement font l'objet d'une campagne d'analyses complémentaires sur une période représentative de fonctionnement (notamment avec le fonctionnement de la future plateforme de traitement). Les paramètres recherchés « RSDE » sont issus de l'article 32.4° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau).

Suite à des échanges avec l'exploitant, celui-ci renonce à l'admission de déchets inertes à seuils modifiés (« K3+ »). Les seuls déchets inertes admissibles seront ceux de la liste énumérative fixée à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

X.4. - Plan particulier d'intervention (PPI)

Selon l'article R.741-20 du code de la sécurité intérieure « *Pour les installations mentionnées aux 2° et 3° de l'article R.741-18 du présent code, le préfet peut, par arrêté motivé, décider qu'un plan particulier d'intervention n'est pas nécessaire, au vu, d'une part, de l'étude de danger démontrant l'absence, en toute circonstance, de danger grave pour la santé de l'homme ou pour l'environnement à l'extérieur de l'établissement, d'autre part, du rapport établi par l'autorité de contrôle, dans le cadre de la procédure d'autorisation prévue par la section 1 du chapitre II du titre Ier du livre V du code de l'environnement et par le décret n°2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains.* ». Les installations Seveso seuil haut (point 2° de l'article R.741-18) peuvent donc être dispensées d'un PPI dans certains cas.

En 2016, après examen de l'étude des dangers du site, il a été estimé que cela peut s'appliquer au site Solitop dans la mesure où l'exploitation du site ne génère pas de zone de dangers grave ou très grave, ni irréversible pour la santé de l'homme à l'extérieur de l'établissement, au sens du R.741-20 et de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation et que ces effets sont très limités (aucune zone d'habitat touchée, seulement des terrains agricoles).

Dans la situation actuelle, un arrêté préfectoral n°16-DRCTAJ/1- 468 du 12 septembre 2016 a acté la non nécessité d'élaborer un PPI pour l'installation de stockage de déchets dangereux de Solitop.

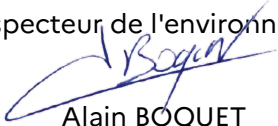
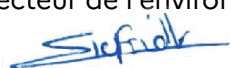
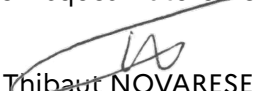
L'étude de dangers intégrée à la demande d'autorisation démontre que tous les potentiels de dangers identifiés pour les installations existantes et projetées ont des effets qui ne dépassent pas les limites ICPE de l'établissement. Cette conclusion sera effective dès que le malaxeur actuel sera déplacé au sein de la future usine de stabilisation.

Ainsi, compte tenu des éléments contenus dans cette étude des dangers et donc de l'absence de danger grave pour la santé de l'homme ou pour l'environnement à l'extérieur de l'établissement, l'inspection des installations classées considère qu'il n'est pas nécessaire d'élaborer un PPI pour ce site.

X.5. - Proposition de l'inspection des installations classées et conclusions

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société SOLITOP, sous réserve de l'application, dans les délais impartis, des prescriptions ci-jointes proposées.

En application des articles R.181-39 et R.181-41 du Code de l'environnement, le préfet peut solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ou celui du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur ce projet d'arrêté préfectoral.

<i>Rédacteur</i> L'inspecteur de l'environnement  Alain BOQUET	<i>Vérificateur</i> L'inspecteur de l'environnement  Nathalie SIEFRIDT
APPROUVÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet Par délégation de la directrice Le chef du Service Risques Naturels et Technologiques  Thibaut NOVARESE	